SOUTIEN A LA MOBILISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Conformément à la résolution du Comité Confédéral National, la FNAS FO **« appuie pleinement la grève et les mobilisations du 29 septembre de la Fonction publique, rejointes par d'autres structures FO et notamment la montée nationale des pompiers avec leurs syndicats. »**

La FNAS FO **« soutient les initiatives et déterminations des structures FO pour aider les salariés, les retraités et la jeunesse à mettre en échec les budgets d'austérité, obtenir les augmentations de salaires et le blocage des prix. »**

Face à la hausse des carburants, le coût du logement et de l'énergie, le blocage des salaires, le manque de moyens financiers et humains, et pour 2027 le plan Macron/Lecornu d'austérité **« de 54 milliards d'euros de coupes budgétaires »** la FNAS FO exige :

- → Le retrait du plan Macron/Lecornu
- → Une augmentation immédiate des salaires et un plan de rattrapage de la perte du pouvoir d'achat de 33 % depuis 2000
- → Le blocage du prix des carburants sans délais à 1,50 euro le litre

et revendique :

- → Le maintien de tous les emplois et l'embauche des personnels nécessaires
- → Le maintien de tous les services, de tous les établissements et de toutes les associations
- → Des moyens humains et financiers à la hauteur des besoins
- → Le retour à l'indexation des salaires sur l'inflation
- → Le financement d'un plan d'urgence national diplômant et qualifiant
- → La défense de la Sécurité Sociale de 1945 et l'arrêt des exonérations de cotisations sociales
- → Le retrait de l'Acte 2 de l'école inclusive
- → Le retrait des décrets restreignant les droits des salariés en matière d'arrêt de travail et d'accidents du travail
- → Le rétablissement des CHSCT
- → Le maintien de l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation
- → L'abrogation de la réforme des retraites

Les salariés du Sanitaire, Social, Médico-social, de l'insertion, des Missions Locales, de la Petite enfance et des Aides à domicile subissent tous cette politique d'austérité au nom de l'économie de guerre.

Comme les fonctionnaires et contractuels, ils méritent de pouvoir vivre dignement de leur travail, et de travailler avec les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne réalisation de leurs missions de service public.

Paris, le 25 septembre 2026